

## Quelques remarques sur notre politique.

Jean-Jacques Potaux – Fédération du Nord, section de Valenciennes

Je voudrais revenir sur les élections européennes . Les discours sur l'Europe sociale, l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent, changer l'Europe de l'intérieur, ont perdu toute crédibilité. Pour changer l'Europe de l'intérieur, il faudrait que tous les pays soient d'accord, ce qui n'est pas possible.

Nous avons été au cœur de la bataille contre le traité de Maastricht. Cinq ans plus tard, début 1997, Robert Hue faisait encore des débats avec des Chevènementistes et des Gaullistes de gauche contre la monnaie unique. L'Euro ne protégerait de rien et surtout pas des euro-privatisations (SNCF, EDF..) et des délocalisations. Comment aujourd'hui nationaliser la sidérurgie française en difficulté depuis des décennies, préserver les conquêtes sociales et augmenter les revenus du travail, (salaires, retraites, remboursements maladie tous comprimés au nom de l'euro) ? L'expérience déplorable de la gauche plurielle a mis fin à cela avec la poursuite des privatisations comme sous le gouvernement Balladur et un recul important du parti. En 1995, nous étions à 9 pour cent aux présidentielles, en 97 à 10 aux législatives. Nous avons mené une excellente campagne contre la constitution européenne en 2005. Nous avons participé à des débats, des rassemblements. Notre pays a vécu un grand moment de démocratie. Nous avons diffusé massivement un excellent numéro de l'Humanité dimanche. Le non populaire a été majoritaire avec 55 pour cent mais cela n'a pas empêché un nouveau recul en 2002 avec la triste expérience des comités anti-libéraux. Notre rôle décisif ne fut pas reconnu et nous n'avons pas pu remonter la pente. La victoire de 2005 fut effacée par Sarko et les socialistes contre la démocratie et le choix populaire, et nous n'avons rien pu y faire.

Dans les années 1960-70, nous avons en commun avec les Gaullistes d'être pour l'Europe des nations, contre la supranationalité, contre l'Europe fédérale. A l'époque il était possible de contourner le blocage politique que constitue l'U E et un changement de gouvernement aurait pu aboutir à un changement de politique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le droit européen l'emporte sur le droit national. Si nous voulions renationaliser le transport ferroviaire, le conseil d'Etat pourrait s'y opposer et un juge français jugerait que c'est illégal. Deux phénomènes se sont produits ces vingt dernières années. le premier est la perte de compétence grâce à une stratégie de fait acceptée. C'est le cas pour l'énergie qui est en principe de compétence partagée entre les Etats et Bruxelles. Entre 2021 et 2023, notamment avec la guerre en Ukraine, la commission a étendu ses pouvoirs. C'est vrai aussi dans la défense, la politique étrangère, la sécurité après un vote du parlement français le 29 nov 2023. Le second fait est le renforcement de l'autoritarisme comme on l'a vu en Grèce au milieu des années 2010 et maintenant avec les pays de l'Est qui ne voudraient pas financer l'effort de guerre de l'Ukraine et rompre tous les ponts avec la Russie. L'UE, par ses décrets propres, est capable d'imposer aux nations qui la composent des mesures contraires à toute avancée sociale.

Notre discours apparaît flou. Il ne se situe pas dans la durée, ce qui permettrait de convaincre et de lutter contre l'abstention. L'intitulé de notre liste *Gauche unie pour le monde du travail* était surréaliste. Le mot gauche est discrédité. Et la gauche n'était pas unie. Certes de petites formations ont soutenu la liste, mais nous étions peu audibles. Il ne me semble pas que l'intitulé de notre liste ait été mis en discussion dans le parti et mes questions à ce sujet sont restées sans réponse. Nous aurions pu dire: Reprenons la France avec le monde du travail, mais nous avons laissé la question nationale au r n. Nous devons reprendre la France, revendiquer la souveraineté politique et

nationale. La construction européenne fondée sur la concurrence libre et non faussée provoque des ravages et rend la nation désirable. L'exigence est forte d'un retour à une forme d'autonomie politique des nations pour une politique progressiste. Nous avons besoin de leviers puissants pour contraindre les multinationales et les marchés à un contrôle accru de l'Etat sur l'économie, avec la nationalisation de certains secteurs d'activité.

Des camarades proposent de sortir de l'Europe, un frexit progressiste. C'est sans compter avec les difficultés que cela provoquerait. Les négociations dureraient deux ans. Le droit européen s'appliquerait toujours pendant cette période qui verrait évasion fiscale, délocalisations, destabilisation par l'opposition, impuissance de la part d'un gouvernement de gauche, deux ans sans contrôle des capitaux.

Je trouve dans la conférence d'Aurélien Bernier des idées intéressantes qui méritent discussion.

<https://www.youtube.com/watch?v=SAug5X4ftO8>.

Il propose l'objectif de restaurer la primauté du droit français sur le droit européen au moins dans certains domaines. On pourrait exiger de sanctuariser les services publics, de les mettre hors la loi de la concurrence. Nous pourrions mener campagne pour un référendum dès maintenant et dans la préparation des présidentielles. Nos propositions gagneraient en crédibilité (le parti pris du travail tel qu'il apparaît dans le livre de Fabien et la sécu emploi formation.) et cela pourrait contribuer à faire renaître l'espoir. Cela ne résoudrait pas tout et il faudrait se préparer à des affrontements et des luttes, mais nous aurions un levier pour les mener et nous pourrions comme en 2005 restaurer un débat politique aujourd'hui confisqué.

J J Potaux